

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 246 - VENDREDI 6 MARS 2015

PÂQUERETTE APOLITIQUE

Par chez nous, comme en d'autres campagnes, les candidats PS n'affichent ni le sigle PS, ni le poing à la rose. Modestie? Ou... ? ●

AGENDA MILITANT

→ 8 mars

Paris [Pour les droits des femmes](#)

→ 10 mars

Marseille [Femmes en Résistance](#)
[Le Verfügbar aux Enfers](#)

→ 11 mars

Paris [Syndicalisme et politique](#)

→ 12 mars

Marseille [Solidarité avec Le Ravi](#)
Paris [Débat Écologie et social](#)

→ 18 mars

Francfort/Main : [Encerclement de la BCE](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Monde, Europe**

[L'enjeu grec](#), compilation

→ **Rencontre/À lire**

[Rebelles à l'ordre colonial](#)

→ **Rencontre/Débats**

[L'obsession identitaire](#),

Roger Martelli, Michel Le Déan

→ **Ile de France**

[Contre l'islamophobie
et la guerre sécuritaire](#)

L'enjeu grec

La victoire de Syriza a ouvert une brèche en Europe. Ce que les gouvernements européens redoutent le plus, c'est qu'elle s'élargisse et que ce qu'ils avaient patiemment bâti en trente ans, une domination structurelle du néolibéralisme, s'effondre.

C'est en ayant cet enjeu en tête qu'il faut regarder les premiers pas du nouveau gouvernement grec. Syriza a gagné les élections parce qu'il a promis à la fois d'en finir avec l'austérité et de rester dans l'euro. Face au dilemme dans lequel les institutions européennes voulaient l'enfermer - capituler ou sortir de l'euro -, le gouvernement grec a eu raison de chercher un compromis. C'était la seule voie possible pour tenir le mandat sur lequel il avait été élu et pour desserrer l'étau. Or la hauteur d'un compromis dépend du rapport de forces. Le gouvernement grec n'a trouvé aucune aide, n'a pas réussi à diviser les gouvernements, les mobilisations populaires de soutien à la Grèce ont été faibles et n'ont pas réussi à peser sur leurs positions. La Grèce est restée dramatiquement seule. C'est à l'aune de cette situation qu'il faut évaluer l'accord provisoire - insatisfaisant - conclu avec l'Eurogroupe qui devrait permettre à la Grèce de gagner un peu de temps.

La question de la sortie de l'euro se posait évidemment. Quel aurait été alors le prix à payer ? Économiquement, la dévaluation importante de la monnaie aurait entraîné un appauvrissement massif des Grecs et aurait été précédée par une fuite des capitaux (celle-ci a d'ailleurs commencé). La drachme aurait été probablement soumise à la spéculation financière. Une éventuelle annulation de la dette aurait certes donné de l'air à la Grèce, mais la contrepartie en aurait été une impossibilité de se financer à l'extérieur. Les bénéfices attendus d'une sortie de l'euro étaient donc aléatoires. Mais cette sortie aurait été aussi politiquement coûteuse. Comment renier au bout de quelques semaines l'engagement à ne pas sortir de l'euro ? De plus, cette sortie, forcément chaotique, aurait servi de contre-exemple au niveau européen, renforçant ainsi l'idée qu'il n'y a pas d'alternative à la situation actuelle, et aurait affaibli considérablement Podemos à la veille d'échéances électorales.

Bref, il n'y avait pas de bon choix. L'histoire n'est cependant pas terminée et encore moins écrite. Des affrontements majeurs sont devant nous car les institutions européennes n'ont pas renoncé à étrangler la Grèce et celle-ci n'a pas encore perdu. Le soutien à la Grèce est aujourd'hui un combat essentiel pour tous les progressistes. C'est notre avenir qui s'y joue.



● **Pierre Khalfa**, membre d'Ensemble !

Les élections départementales, nouveau référendum contre l'austérité ?

Au-delà de la défaite annoncée du Parti socialiste, les scrutins des 22 et 29 mars mettent en jeu tout autant le rôle de l'action publique locale qu'une conception de la démocratie.

À lire, sur [cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr), concernant les thèmes de ce dossier :

L'action publique locale au cœur des enjeux sociaux et démocratiques, ici :

<http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4813&q=départements#p3>

Réforme territoriale : quelle critique et quelle alternative ?, ici :

<http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4541&q=départements#p10>

D'autres politiques départementales sont possibles, ici :

<http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=2895&q=départements>

Les nouvelles bêtes noires des néolibéraux, ici :

<http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=3016&q=départements>

Réforme territoriale : un référendum pour que le peuple décide !, ici :

<http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4525&q=départements#p6>

Si l'austérité fait des ravages dans de nombreux domaines, celui des collectivités territoriales en est un exemple cruel.

Et le cas des Départements est emblématique. Méconnus du grand public, méprisés par l'État, honnis par les néolibéraux, ils sont pourtant au cœur du modèle social dont on se plaint régulièrement à célébrer l'utilité, et que nombre d'élus disent défendre. De fait, les Départements sont au centre de l'énorme contradiction entre la mise en œuvre continue des politiques libérales et la persistance d'un puissant État social.

Au cœur du modèle social

On parle trop peu, ces jours-ci, des compétences et des actions des Départements. On préfère parler de leur disparition annoncée - mais toujours différée -, de l'avènement des Métropoles ou de la consolidation des Régions. Ce silence s'explique ainsi : les Départements sont dans le collimateur des politiques nationales, brocardés pour leur contribution à la hausse des dépenses publiques... Il ne faudrait pas que l'on se mette à apprécier leur utilité sociale ! Et il ne faudrait pas que l'on s'aperçoive qu'ils sont des acteurs centraux du lien social, de

l'action éducative et de la solidarité... dont on ne parle jamais dans les médias, sauf en cas de défaillances ou de drames sordides.

Et pourtant ! Ce rôle social est important dans le domaine de l'enfance et de la famille. Ayant compétence en matière de protection de l'enfance, les Départements jouent un rôle déterminant pour accompagner les enfants en danger, soutenir la parentalité, prévenir des parcours chaotiques - ceux-là mêmes qui conduisent, comme chacun le sait, à des pratiques illicites - et prendre en charge les mineurs et les jeunes majeurs hors de leur domicile parental lorsque c'est nécessaire. En matière de protection maternelle et infantile, ils accompagnent les femmes enceintes, les jeunes mères ainsi que les jeunes enfants, dans un rôle de prévention primaire si important aux premiers âges de la vie. Le même champ de politique publique intègre les dispositifs de planification familiale, essentiels en particulier pour les adolescentes et les jeunes femmes.

Le rôle social des Départements, c'est aussi l'accompagnement social et l'insertion. Cela recouvre l'action ●●●

●●● du Service social, où sont accueillies toutes les personnes connaissant des difficultés liées au logement, à l'emploi, à la santé ou encore des problèmes administratifs. On délivre ici des aides financières, dont par exemple le Fonds social pour le logement, souvent un moyen de maintenir les personnes dans leur logement. Mais aussi, c'est là que l'on s'active à prévenir les expulsions locatives et à lutter contre le surendettement, tout en s'efforçant de renforcer ou d'aider les personnes à retrouver leur autonomie pour... vivre, tout simplement. Ce rôle est le plus souvent invisible. Avec les politiques d'insertion, parallèlement à la délivrance du bien maigre Revenu de solidarité active, il existe de nombreux dispositifs d'accompagnement des allocataires : formations socio-professionnelles, accompagnement social, mise en réseau des professionnels oeuvrant dans le champ de l'accès à la formation et à l'emploi.

Des compétences nombreuses à forte utilité sociale

L'action de solidarité des Départements, c'est encore la prévention et la compensation de la dépendance. Ainsi, ils ont compétence dans le champ de l'accompagnement des personnes âgées. Cela se concrétise par des prestations telles que l'allocation personnalisée d'autonomie et l'aide sociale à l'hébergement pour les personnes nécessitant d'être prises en charge en établissement spécialisé. Mais cela se concrétise par ailleurs par une responsabilité en matière de coordination gérontologique, dont le but est de faire que les acteurs d'un territoire associent leurs efforts dans l'accompagnement global des personnes.

Les Départements sont aussi responsables de l'accompagnement des personnes handicapées. Au-delà des prestations obligatoires dévolues par la loi – prestation de compensation du handicap et, là aussi, aide sociale à l'hébergement -, c'est un rôle majeur pour l'accès des personnes à leurs droits – par la médiation des Maisons départementales pour les personnes handicapées (MDPH), et aussi pour la coordination

**Les Départements
sont dans le collimateur
des politiques
nationales, brocardés
pour leur contribution
à la hausse des dépenses
publiques... Il ne faudrait
pas que l'on se mette
à apprécier
leur utilité sociale,
ni que l'on s'aperçoive
qu'ils sont des acteurs
centraux de la solidarité !**

des acteurs, notamment par le biais des Schémas départementaux en faveur des personnes handicapées. Alors que ces politiques publiques concernent des millions de personnes et alors même que les questions de l'accompagnement des personnes âgées et des personnes handicapées frappent régulièrement à la porte des grands médias, leur méconnaissance a de quoi déconcerter.

●●●

La politique de la terre brûlée

Pourquoi Manuels Valls se mêle-t-il des élections départementales ? Habituellement, les gouvernements se font discrets au moment des élections locales, surtout quand le risque d'un vote sanction est là. Ils ne cessent alors d'expliquer qu'il n'y a pas de rapport entre les échéances locales et les politiques nationales. Au contraire, cette fois, deux objectifs conduisent le Premier ministre à s'investir à fond : d'une part, ne laisser aucun espace à un discours d'alternative à gauche susceptible de lui faire de l'ombre au présent et dans l'avenir ; d'autre part, lier le plus possible le sort de ses amis politiques et le sien. En substance : « *Tout le monde y perdra si je sombre.* » Et c'est tout le monde social-démocrate qui risque effectivement de sombrer car les socialistes «frondeurs» n'accomplissent pas les ruptures qui leur permettraient de se sortir de l'impasse actuelle.

Tout le monde sait donc que le PS va perdre des dizaines de Départements lors des scrutins des 22 et 29 mars, et les éléphants socialistes y sont résignés. La droite s'apprête ainsi obtenir sa deuxième conquête après celle des municipales, et elle pourra préparer la troisième : celle des Régions, en décembre prochain. La droite seule et, peut-être, la droite et le FN auront d'ici un an renversé la domination du PS sur l'action publique locale. Le PS continue de foncer tête baissée alors même que le suicide est annoncé ? Puisqu'on vous dit que nous vivons une période extraordinaire !

G.A.

●●● Dans le champ de l'éducation, aussi, le rôle des Départements s'est renforcé ces dernières années. Ils ont ainsi non plus seulement la compétence en matière de construction et de rénovation des collèges, mais aussi la gestion de leurs personnels techniques, essentiels à la vie des établissements scolaires. Enfin, la loi leur a confié notamment la restauration scolaire, enjeu important pour les familles. Quant au champ de la voirie, il est aussi particulièrement structurant pour l'avenir des territoires, impactant aussi bien la qualité de l'environnement que le développement économique. Concernant ces deux derniers domaines de l'éducation et de la voirie, notons que l'intention de les transférer aux Régions a été abandonnée par le gouvernement. Peut-être l'idée d'éloigner des territoires la réalisation des collèges a-t-elle été considérée comme peu pertinente, l'enjeu étant de répondre aux besoins locaux ? On voit mal en effet ce domaine confié aux Régions, qui auraient elles-mêmes été obligées de déconcentrer la réponse aux besoins. Même question concernant l'idée de transférer des routes locales à la Région, tandis que les anciennes routes nationales, transférées récemment de l'État aux Départements, devraient plutôt être reprises par l'État, lorsqu'elles dépassent les enjeux régionaux et même métropolitains.

Dans tous ces champs obligatoires d'implication des Départements, il y a toujours différentes manières de mettre en œuvre l'action publique. Soit on le fait en considérant les Départements comme de simples opérateurs de l'État, des sortes de services déconcentrés qui ne

sont là que comme des guichets d'aide sociale. Et à partir de ce choix, on va souvent avoir une conception restrictive de l'accès aux droits. Par exemple, on ne va pas considérer l'information et l'accompagnement des personnes comme un enjeu central de la collectivité. Soit on considère au contraire que les Départements sont des services publics locaux : dans ce cas, on construit des politiques

Il y a toujours différentes manières de mettre en œuvre l'action publique : soit on considère que les collectivités ne sont que des opérateurs de l'État, soit on considère qu'elles sont des services publics locaux et, dans ce cas, on construit des politiques locales.

locales, qui incluent un rôle d'animation du territoire, de mobilisation des acteurs ainsi - soyons fous - qu'une volonté de co-construction des politiques locales avec les usagers, les citoyens. C'est dans ce cadre que, par exemple, les Départements soutiennent - plus ou moins, selon leurs orientations - des dizaines de milliers d'associations. Ainsi ces collectivités ont-elles un rôle immense, et méconnu, de soutien aux acteurs de la société civile qui se mobilisent dans tous les domaines. Et accessoirement

de soutien à l'emploi associatif, qui rappelons-le est un immense gisement pour le développement économique futur.

Des politiques volontaires devenues indispensables

La richesse de l'action publique locale, c'est précisément que des Assemblées élues au suffrage universel fondent des politiques publiques et mobilisent pour les mettre en œuvre des moyens conséquents. Ainsi, fort de la clause de compétence générale (menacée aujourd'hui par le gouvernement) et du principe constitutionnel de libre administration (que le gouvernement ne peut affronter directement faute de majorité parlementaire mais qu'il entend contourner), les Départements - toutes tendances confondues, avec des orientations différentes et des modalités variées - ont développé de nombreuses actions volontaires. Si cela n'enlève rien aux questions relatives à la démocratisation et à la transparence de la gestion locale, ainsi qu'à la participation des citoyens aux décisions, cela appelle à ne pas faire table rase de ces services publics.

Dans le champ de la culture aussi, les Départements ont un rôle important de soutien aux structures et pratiques culturelles dans de nombreux domaines - musique, livre, théâtre, danse, cinéma... - et aux acteurs de terrain. Dans le domaine du sport, c'est le financement des fédérations sportives, le soutien à l'accès à la pratique sportive, la contribution au financement d'équipements. Dans le champ de l'écologie, c'est par exemple la réalisation et l'entretien de parcs et d'espaces naturels, l'implication ●●●

●●● dans le champ de l'assainissement et de la lutte contre les inondations, dans la gestion des déchets, sans parler des initiatives menées dans le vaste domaine du développement durable et de la préservation de la biodiversité. Concernant le développement économique, les Départements ont développé des formes de soutien à l'emploi local, par exemple par le financement des porteurs de projet relevant du secteur de l'économie sociale et solidaire ou des pratiques écologiques innovantes. Dans le domaine des transports en commun, les Départements se sont associés à la réalisation d'infrastructures majeures pour le développement des territoires, le désenclavement des zones, rurales ou urbaines, dépourvues d'offres de mobilité. Soulignons que ces collectivités ont donc au total un rôle majeur dans l'investissement public, dont le dynamisme est un enjeu économique déterminant pour le pays tout entier. Rôle qui permet aussi à la France de résister mieux que beaucoup d'autres pays aux crises financières.

Il faut souligner que dans tous ces domaines, l'implication des Départements ne s'est nullement faite en cachette de l'État, mais au contraire en association, en partenariats formels et en financements croisés. Quand l'État stigmatise actuellement le prétendu millefeuille institutionnel et les croisements de financements, et prétend le simplifier, c'est donc en toute hypocrisie. L'implication des collectivités en matière de transports en commun a été requise comme une contribution indispensable à la réalisation des équipements. Ainsi, ont été

signés au fil des années les documents de planification que sont les contrats particuliers Régions - Départements, qui s'articulent de fait aux contrats États - Régions. L'implication dans le champ de la culture a aussi été une condition pour le maintien des autres financements publics. Et ainsi de suite. D'ailleurs, l'existence de cofinancements a toujours été

Les collectivités ont un rôle majeur dans l'investissement public, dont le dynamisme est un enjeu économique essentiel pour le pays tout entier. Rôle qui permet aussi à la France de résister mieux que beaucoup d'autres pays aux crises financières.

considérée comme un argument favorable pour le soutien à un projet. Contrairement à ce que veulent faire croire les militants de l'austérité, la duplicité de l'État et des gouvernements successifs est ainsi totale.

La politique de l'État : étrangler financièrement les Départements

Résumons : l'État s'est débarrassé de compétences qui lui revenait en les transférant aux collectivités territoriales, notamment aux Départements (transfert du RSA, des personnels des collèges, de l'ex-voierie des routes nationales...).

Cela lui a permis d'afficher une stabilisation de l'emploi public des agents de l'État, et de masquer la hausse de certaines dépenses sociales. Le problème pour le pouvoir est que les collectivités ont ●●●

Le vote Front national : l'impasse du défouloir

Les enquêtes d'opinion, et les grands médias qui s'en repaissent, annoncent une nouvelle percée du vote pour les candidats du Front national. Celui-ci bénéficie à la fois de la déliquescence socialiste et de l'absence d'alternative (de droite ou de gauche). Associant haine de l'oligarchie, soi-disant discours social - qui ne vaut qu'en surface, car en réalité l'orientation reste profondément libérale -, et national-racisme, le FN permet à chacun de venir faire son marché.

L'impasse de ce vote est en réalité totale, d'une part parce que le FN ne dispose en rien d'une stratégie et de contenus pour d'autres politiques locales, d'autre part parce que les motivations de ce vote n'annoncent aucune prise en main populaire de la politique. C'est toujours la tentation de chercher un chef et la volonté de cliver - par la xénophobie - sur des enjeux identitaires, là où seuls des rapports de forces dans la société permettront de mettre en cause les politiques d'austérité.

G.A.

●●● assumé - certes de manière inégale et imparfaite - leurs nouvelles responsabilités. Alors que les collègues étaient sous dotés en personnels et en moyens, les Départements ont recruté, construit des collèges pour répondre aux besoins. Alors que les routes transférées par l'État étaient laissées en jachère, ils ont commencé à les rénover et ont construit des pistes cyclables. Et en parallèle, ils ont aussi mis en œuvre les nouvelles compétences sociales décidées par la loi, tout particulièrement concernant les personnes âgées et les personnes handicapées. La hausse des dépenses en la matière n'est donc pas synonyme de gabegie mais d'une volonté de répondre aux besoins - des besoins qui eux-mêmes évoluent et méritent bien sûr d'être étudiés de près.

Aujourd'hui, le propos du gouvernement est de soumettre les collectivités aux obligations imposées par l'Union européenne. Pour cela, les premières armes utilisées ces dernières années ont été de supprimer leurs recettes dynamiques, dont la part de la taxe professionnelle qui leur revenait, de contenir puis maintenant de faire baisser drastiquement les dotations de l'État... Bref, il s'agit d'étrangler financièrement les collectivités pour qu'elles se recentrent sur la délivrance des allocations obligatoires et qu'elles abandonnent leurs politiques volontaires. Cela conduit à dégrader la qualité des services : accroissement des délais pour accéder aux droits, accompagnement social insuffisant, dispositifs restrictifs et de moins en moins ambitieux, suppression de subventions... Un nouveau pas en ce sens est la suppression de la

clause de compétence générale, actuellement en débat au Parlement, grâce à laquelle le gouvernement espère obliger les Départements à supprimer des pans entiers de leurs politiques publiques.

Mais, n'en doutons pas, les contradictions vont continuer pour la raison cen-

**Le propos
du gouvernement
est de soumettre
les collectivités
aux obligations
imposées par l'UE.
Après les avoir étranglés
financièrement
sans parvenir
à les asphyxier, l'horloge
gouvernementale
voudrait sonner le glas
des Départements.
Mais voilà,
le pouvoir ne sait
pas quoi faire de leurs
compétences sociales.**

trale suivante : les élus locaux, toutes tendances confondues ou presque, sans qu'il s'agisse de mettre de côté la question de leurs conceptions des contenus de l'action publique, n'ont globalement aucun désir de se transformer en fossoyeurs de l'action publique. Réaliser un

carnage dans le champ culturel, éducatif ou sportif semble hors de propos pour beaucoup d'élus, et cela même pour des élus qui soutiennent des politiques d'austérité. C'est la contradiction insurmontable dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui : les meilleurs soutiens des politiques austéritaires au niveau européen ou national mettent en œuvre ou soutiennent des politiques locales qui les contredisent, et génèrent de la dépense publique.

C'est d'ailleurs pour cela qu'au cours des dernières années, une évolution s'est engagée : le développement d'un pilotage de plus en plus bureaucratique de l'action publique, tandis que, dans le contexte d'une diminution démotivante des moyens, les élus ont souvent désinvesti la conduite des politiques publiques. Mais la bête résiste, et les effets budgétaires de la gestion bureaucratique n'ont pas été suffisamment significatifs aux yeux des technocrates de Paris et de Bruxelles : la mise en œuvre des politiques publiques a suivi son cours, et en plus l'action publique locale se modernise et investit. C'est pourquoi la seule vraie possibilité pour le pouvoir est de préparer la fin des Départements, mais là encore, problème : que faire des nombreuses compétences sociales que nous avons évoquées ? Au total, le vote des 22 et 29 mars peut porter une nouvelle fois l'exigence de rupture avec les politiques d'austérité qui étranglent les Départements et la société toute entière.



● Gilles Alfonsi

Finissons en avec la schizophrénie !

Vendredi dernier, Valls est venu à Betton soutenir les candidats socialistes de mon département. 700 militants rassemblés dans une commune au nord de Rennes, trop contents de se réunir avec celui qui, il n'y a pas si longtemps, recueillait 5 % à l'élection interne de son parti pour les présidentielles.

En marge de ce fabuleux meeting, une vingtaine de manifestants du collectif de soutien aux personnes sans papier sont venus clamer leur désaccord avec la politique d'immigration de Valls-Hollande-Cazeneuve.

Deux jours avant, j'étais avec eux devant la préfecture pour dénoncer l'obligation pour Julio de quitter le territoire français. La députée PS Marianne Chapdelaine, présente au rassemblement, a pris la parole devant les caméras de FR3 pour exprimer son soutien à Julio. Et vendredi soir elle s'affiche aux côtés de Valls !



<http://chantiersdespoir.fr>

Schizophrénie ?

Elle n'est pas la seule à en souffrir. Tourenne, président du Conseil général présent lui aussi au meeting - l'inverse aurait été surprenant -, avait soutenu Julio en 2008. À cette époque, c'était Sarko qui était au pouvoir.

Julio arrivé d'Angola sans ses parents, scolarisé dans un lycée rennais, pris en charge comme il se doit par les services du Département puisque mineur étranger isolé, avait dû subir des tests osseux parce qu'on le soupçonnait d'avoir menti sur son âge. Il a été régularisé grâce au soutien de nombreux militants et de ses camarades lycéens. Il travaille dans une entreprise depuis 5 ans, vit avec son amie mais n'a pu renouveler son titre de séjour

faute de détenir un passeport angolais. Le comble ! Il est détenu au CRA à l'heure qu'il est.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Les militants du collectif de soutien aux personnes sans papier se sont vu "encagés par les playmobils" pendant toute la durée du meeting, leurs banderoles confisquées, leur mégaphone détérioré. Ils ont subi humiliation et intimidation. Les ministres, députés, conseillers généraux, maires, conseillers municipaux, militantes et sympathisants socialistes n'ont pas à entendre les revendications qui

montent de la société. Eux seuls savent ce qui est bon pour l'intérêt général. Pourtant, le 11 janvier, tout ce beau monde manifestait pour la liberté d'expression.

Double schizophrénie ?

Je ne suis pas spécialiste des souffrances psychologiques, mais je crois que cela prend du temps pour se soigner.

Ne faut-il pas renoncer à s'adresser au PS et décider avec celles et ceux qui depuis des années s'en détournent qu'il est urgent d'agir ensemble pour un autre projet de société ? Une société où les hommes et les femmes de tous les pays circuleront et s'installeront librement là où bon leur semble, pour continuer à métisser nos cultures et s'enrichir les uns les autres.

Favorisons la transition des énergies militantes, pour construire ensemble. Les Chantiers d'espoir peuvent servir à ça.

● Sylvie Larue



Bernard Calabuig :

un altercommuniste s'en va

Nous donnons suite à l'hommage rendu à Bernard Calabuig avec, en première partie, le texte de deux membres de l'Association des communistes unitaires. Nombreux sont ceux qui ont témoigné des apports humains et politiques de notre camarade ; voici quelques nouveaux textes en deuxième partie.



L'Association des communistes Unitaires, la FASE, Ensemble, l'OMOS viennent, chacun, de perdre un de leurs fondateurs, car Bernard Calabuig après avoir été l'un des responsables nationaux de la Jeunesse Communiste, responsable du PCF dans le Val d'Oise puis à la direction nationale du PCF, a été de tous ces

cheminements. Il est mort, entouré de sa famille, de ses amis de longue mais aussi de fraîche date. Il est resté lucide et alerte jusqu'au bout, évoquant nos combats jusqu'au dernier jour, multipliant des remarques innovantes. Bernard : frère-courage.

Ceux qui l'ont bien connu associent Bernard à une ironie d'autant plus redoutable qu'elle se produisait toujours sur ce ton doux qui caractérisait sa voix. Il savait montrer les non-sens qu'un raisonnement pouvait recéler. Là, son ironie était impitoyable.

Militant alerte, ouvert aux autres, cherchant toujours à comprendre ce qui pouvait rester dans l'ombre, sa vie s'est identifiée à ce que lui-même appelait dans son dernier livre : *Un itinéraire communiste. Du PCF à l'altercommunisme.*

Il est à l'image de cette génération qui, après 68, a pensé que la transformation révolutionnaire de la société allait être son œuvre. Et il a puissamment contribué à des combats qui ont marqué, comme celui pour la libération de Nelson Mandela et pour l'abolition de l'*Apartheid* en Afrique du sud, avec la JC. Des liens très profonds se sont alors soudés autour de cet idéal ; liens qui durent encore... On peut toujours gloser sur ce qui a suivi et les avatars du communisme, mais Bernard était de ceux qui n'ont pas renoncé. Il avait le choix : soit s'esquiver du combat sur la pointe des pieds, soit accepter une rente de

situation en gérant une fin de carrière, soit affronter les racines de ses convictions pour ne pas à avoir les abandonner. Il a choisi délibérément la voie qui lui semblait la seule - il disait lui-même qu'en fait, il n'avait pas eu d'autre choix au risque de se renier - fût-elle, cette voie, la plus ardue mais aussi la plus stimulante et, pensons-nous, la plus féconde. Il pensait qu'abandonner le mot de communisme aurait déjà été l'annonce que la société n'était plus transformable.

Maçon à 15 ans, l'engagement lui a permis, non pas une ascension sociale, cela lui était étranger, mais une extension de sa personnalité : il venait juste de terminer son dernier livre et il avait auparavant travaillé avec un réseau sur ce que devait devenir l'École, lui qui y avait été si peu de temps; de même, il avait été co-fondateur de l'OMOS (laboratoire de recherche en politique) ; il avait amorcé avec la précédente équipe municipale d'Aubagne un projet d'université populaire ; il s'était fait le champion de la gratuité des transports et, au-delà, des services publics comme élément d'un processus de développement de communisme ; il avait aussi été l'artisan d'un formidable rassemblement pour la défense et le développement de l'hôpital ; il prônait inlassablement la nécessité de dégager la politique de l'enfermement dans l'institutionnel où les traditions l'ont enfermé. Ainsi Bernard se jetait à corps perdu dans l'exploration de nouveaux concepts : une autre démocratie qui ne soit pas confisquée par l'État, des rapports de chacun à la politique, qui ne soient pas réservés à une «élite», ni enfermés dans l'électoratisme, les logiques de partis et la délégation de pouvoir ; comment s'émanciper des rapports salariaux en reconnaissant la richesse sociale produite par des pratiques jugées actuellement *hors travail*. Son dernier acte aux Communistes unitaires a été de nous pousser à rédiger un nouveau *Manifeste du Communisme*. Un des apports du communisme en acte a été de permettre que nombre d'ouvriers, d'employés voient leur personnalité s'étendre à l'activité de responsables politiques, d'élus, de gestionnaires faisant démontrant que le pouvoir de faire vivre une société pouvait reposer sur tous les citoyens. ●●●



B. Calabuig (au centre) participe en 2010 à la conférence de presse Nouveau départ.

●●● Se détacher de l'appareil du Parti communiste n'avait pas été pour lui un choix facile, c'était le moyen d'avoir l'esprit libre, de ne pas renoncer à nos idéaux et de les revitaliser, mais c'était aussi quitter des camarades.

Témoignages

Jacques Perreux, conseiller général du Val d'Oise : Bernard Calabuig, notre copain, nous a quitté ces jours-ci en prenant soin des siens et de ses amis.

Bernard était un roc.

Dans les années 80, 90 où la JC était un mouvement de jeunesse puissamment implanté dans des centaines de lycées et quartiers, Bernard en était le grand intendant. D'une solidité et d'une rigueur exceptionnelle, il semblait à beaucoup inébranlable. Et pourtant, il était le contraire d'un être borné et obtus. Dans cette période où nous vibrions pour Mandela ou contre la précarité, inventions des initiatives dont le fil rouge était le rassemblement, il avait une vivacité et une rapidité étonnante à capter et intégrer le nouveau dans son système de valeurs et de convictions. Bien des années plus tard, dans les années 2010, la fidélité à ses idées d'un communisme pour lui nécessairement synonyme d'ouverture et d'esprit de rassemblement l'entraîna à quitter lentement son parti. Souvent, il me sidérait. J'étais alors le secrétaire général de la JC, nous nous voyions 10 à 20 fois par jour. Il était pour moi profondément rassurant et m'autorisait, nous autorisait, les projets les plus décalés et parfois les plus farfelus : l'occupation du magasin Fauchon, la soupe populaire chez Maxim's, les occupations de l'ambassade d'Afrique du Sud, l'interruption de l'inauguration de Disneyland...

Et puis, il me scotchait, lorsqu'on lui demandait d'écrire un article pour les *Cahiers du communisme*. Là où il nous fallait 10 jours pour rendre une copie de 15 feuillets, lui arrivait le lendemain matin avec l'article tout écrit. Et, directement dans la langue des dits cahiers !

Qu'allons-nous transmettre aux suivants ? C'était chez lui, un vrai souci, il évoquait le legs que lui avait transmis son père avec l'esprit de la Résistance. Et, nous disait-il, nous qui avons bénéficié des victoires de nos aînés, allons-nous transmettre seulement de l'échec ou déjà du renouveau et des perspectives d'avenir ?

Combien de fois l'avons-nous entendu pester contre la poursuite des habitudes qui n'ont apporté rien d'autre que de l'échec. Pour lui, le communisme, c'est le mouvement des gens du commun qui veulent maîtriser leur sort. Nous continuerons de porter cette conception.

Bernard a été grandement présent parmi nous.

Salut à toi, Bernard.

● **Bruno Bessière, Pierre Zarka**

Bernard était un tendre.

Il débordait de gentillesse. Il devait avoir la fraternité innée. Même dans des missions parfois inextricables, de ce qu'on appellerait aujourd'hui la gestion des ressources humaines, il n'essayait jamais de dominer l'autre. Une négociation avec lui ne se terminait pas par un vainqueur et un vaincu. C'était nos belles années de la JC, où malgré nos erreurs, nos cécités et aveuglements nous pensions que le communisme était le combat contre les injustices bien sûr, mais peut-être, surtout, le bien commun et la fraternité humaine. Et la JC, c'était sans doute d'abord et avant tout cela.

Bernard était un sourire.

Il n'était pas d'abord farceur et blagueur, mais il était très bon public et ajoutait sa malice. Malgré ses lourdes responsabilités et son attention à veiller au sérieux de l'organisation, il partageait pleinement nos franches rigolades et déconnades. Il avait comme un sourire qui vient de l'intérieur qui disait sa gentillesse et son espièglerie...

Quelques jours avant de nous quitter, il m'a dit combien il était fier d'avoir été notre ami et puis il a ajouté : « *Tu sais, je n'ai pas peur. C'est vrai que c'est trop court et injuste, mais il vaut mieux mourir à 57 ans après une belle vie qu'à 77 ans après une vie de merde* ». Cette belle vie était celle de son engagement mais également celle de cette grande et belle famille qu'il a construite, tissée, rassemblée.

Bernard est parti après avoir veillé dans les moindres détails à l'organisation de son départ. Puis il s'est endormi entouré de Viviane, de ses enfants, de sa sœur et son frère, en écoutant la chanson de Jean Ferrat : "C'est un joli nom camarade". ●●●



●●● **Armelle Tanvez, Laurence Léger** : Bernard : un humain debout. Nous sommes infiniment touchées par le départ de Bernard. Peut-être d'abord parce que pour nous, c'était une personne qui ne pouvait pas partir, une fidélité au genre humain. Et c'est peut-être, sans doute, cela qui nous touche le plus, cette fidélité. Homme discret, toujours là, attentif sans en faire des tonnes, à l'abri des modes et du "qu'en dira-t-on". Une, des convictions chevillées au corps. Attentif aux camarades "montés" de province. Pour nous, qui avons eu d'autres chemins de traverses - se croisant toujours - depuis nos années de militantisme commun, c'était un des "pères" de la JC. Bernard, ce sont nos plus belles années, celles de l'enthousiasme, celle du désir, celle de l'engagement, celles de l'envie de se dépasser, du besoin d'être ensemble, celles de l'impossible rendu possible, celles des dépassements de soi-même et du collectif, celles du demain peut-être meilleur, celles de derrière nous aussi. C'est cela que nous pleurons doucement aujourd'hui et qui nous revient, quand nous regardons le regard de Bernard. Chacun a en mémoire un dernier échange. Pour moi, Armelle, c'était une discussion autour des parcours individuels, de Freud et de Marx, une discussion jamais envisagée 10 ans plus tôt. Un en-commun. Pour moi, Laurence, c'était Calab... Celui, pour la militante inexpérimentée que j'étais, qui débrouillait l'insoluble de telle ou telle action, trouvait des solutions à nos problèmes concrets. Bien souvent, il nous aidait à prendre du recul dans le feu de l'action, était solidaire et compréhensif... Je le revois, la gitane à la main dans les bureaux du siège de la JC, toujours disponible, à l'écoute. Il va manquer, et c'est un peu de nous-même qui part avec lui. Alors Bernard, à notre prochaine rencontre, nous lèverons le verre de l'amitié - essentielle - en pensant chaudement et fraternellement à ces temps-là. Demain sera différent, un autrement. Et après-demain encore plus. Mais nos échanges auront aussi construit ces demains et après-demain là. Merci à toi.

Marie-Claire Culie : J'apprends, avec beaucoup, le décès de Bernard avec qui j'ai siégé de longues années au bureau national du PCF.

C'était un être humain exceptionnel avec qui j'ai beaucoup discuté et qui m'a fait comprendre la nécessaire évolution du PCF et du rassemblement sans compromission.

Je me souviens particulièrement d'un très long débat que nous avons eu autour d'un magret sur le stand du Tarn à la fête de l'*Huma* où il m'avait longuement expliqué que le PCF n'aurait pas d'avenir s'il ne changeait pas ses alliances, s'il ne faisait

pas partie du rassemblement indispensable avec toutes celles et ceux qui étaient d'accord pour un rassemblement permettant de dépasser le capitalisme.

Et de m'annoncer qu'il allait, quelques semaines après, démissionner du PCF, de ses responsabilités pour rejoindre ses camarades pour l'expérience d'Aubagne. Très courageux car il a dû quitter son emploi de fonctionnaire dans le Val d'Oise malgré ses 4 enfants à charge.

C'était lui d'aller jusqu'au bout de ses idées quoi qu'il lui en coûte.

C'est aussi un peu un Tarnais que nous perdons puisqu'il avait acheté une maison qu'il repapait dans la campagne mazamétaine. Et je voudrais finir cet hommage à Bernard en rappelant son travail comme responsable du secteur école à l'exécutif national. Il avait écrit en rassemblant très large pour ce travail un projet pour une nouvelle éducation nationale qui a fait écrire au journal *le Monde* que seul le PCF avait un projet en ce domaine qui tenait la route, lors de l'élection présidentielle de 2007.

Un ami qui a marqué mon évolution politique de son empreinte et que je n'oublierai pas. Il va manquer beaucoup pour l'avancée de la réflexion et des idées pour la construction de l'alternative.

Les Alternatifs des Bouches-du-Rhône : Nous avons appris avec une grande tristesse la mort de Bernard Calabuig, des Communistes unitaires (d'Aubagne), avec qui nous avons passé pas mal de temps ces dernières années, à la FASE et dans toutes les luttes.

Nous avons vécu avec Bernard des relations militantes, d'échange, de respect, d'écoute et de confiance, avec beaucoup d'humilité.

Plusieurs d'entre nous espéraient pouvoir parler de son livre avec lui.

Bernard avait le souci de mettre l'éducation des jeunes comme une priorité.

Une éducation nationale qui permette aux jeunes d'être acteurs de leur vie.

Une éducation nationale qui leur permette d'avoir une réflexion par eux-mêmes par la recherche et l'expérience.

En cela, il nous semblait très proche de nous, les Alternatifs, et de l'autogestion comme but et chemin.

Bernard était respectueux des avis différents et recherchait le moyen d'avancer ensemble.

Pour tout cela nous l'avons apprécié.

Nos pensées vont à sa famille, ses proches, ses amis et camarades.

Marguerite est morte (AFP)

C'est en ayant vérifié la fiabilité de l'information que l'AFP a annoncé hier soir la mort de Marguerite dans sa ferme angevine. La dépêche a été reprise par les grands médias français : Le Point, TF1, Libération, Le Monde, Le Figaro... Jean-Michel Apathie, journaliste et chroniqueur, a rendu hommage à celle qu'on surnommait aussi la Rouge des prés. Comme il s'était agenouillé la semaine précédente devant la dépouille de cette "figure du patronat", "grand entrepreneur" et "pauvre cloche" qu'était Martin Bouygues, depuis ressuscité.

À un mois de la fin des quotas laitiers, et après une nouvelle baisse des prix, le décès de Marguerite n'a heureusement pas fait chuter le cours du lait. Néanmoins, l'une de ses copines¹ a déclaré à l'enterrement, devant une meute de caméras : « Faudrait voir à prendre des mesures pour les territoires fragiles. À la montagne, on n'a qu'le lait. »

Suicide ? Dans le milieu laitier, les rumeurs vont bon train. L'annonce de l'absorption de sa coopérative par un géant de l'or blanc (5 milliards de litres) aurait foutu un coup à la génisse.

Des veaux anarcho-syndicalistes ont suggéré que leur collègue n'aurait pas supporté le Salon de l'Agriculture, dont elle était pourtant une star. « *Cohabiter avec des moutons, tendre son museau ou son cul à 691 000 personnes, fait ruminer tout bovidé au-delà du supportable.* » a déclaré leur secrétaire général, préférant les Comices agricoles à un immense Salon.

Consulté par l'AFP, le vétérinaire de Marguerite a déclaré que la génisse avait eu indéniablement besoin de décompresser. La

vue de François Hollande en mal de recherche sur les OGM, de Manuel Valls, ancien chef de vaches et étranglant des cabris frondeurs, de Nicolas Sarkozy organisant un concours de taurillons, d'Alain Juppé marchant dans des bouses chiraquiennes, de Marine Le Pen élue miss Abattoir..., lui ont fait déborder le pis. Rares étaient ceux qui avaient parlé à Marguerite de son lait mal payé, de la spéculation sur la bidoche de canasson pour lasagnes, des circuits courts dans l'agriculture. Marguerite avait quitté la Porte de Versailles, la vapeur aux naseaux.

Le véto lui avait prescrit un changement d'herbage, toujours réjouissant. Marguerite se déguisa en fleur et s'invita à la fashion week, où elle défila avec Milka, une vache violette. C'est là que tout advint. Elle apprit en coulisses, d'une fleur déguisée en vache, qu'elle allait être mutée dans une ferme-usine, intensive et compétitive. Genre "ferme des 1 000 vaches". Pour éviter le burn-out, Marguerite décida de se retirer dans son étable du Maine, elle qui avait toujours admiré Yourcenar. Couchée sur la paille, elle expira sur ce vers : « *Adieu, veau, vache, cochon, couvée...* » Son prochain livre se serait intitulé : Les peaux de vache.



● Philippe Stierlin

Dernière minute : à l'heure où nous bouclons, l'AFP dément la mort de Marguerite. Nous prions nos lecteurs d'accepter nos excuses. Marguerite ira bien manifester contre la ferme des 998 vaches (2 vaches mortes dans l'intervalle).

1. Une Rouge des plaines.

Nous sommes tous Grecs

Déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France de 1994 à novembre 2005, puis ambassadrice de la Palestine auprès de l'UE, de la Belgique et du Luxembourg après la reconnaissance de la Palestine par l'assemblée générale de l'ONU en tant qu'État observateur, Leïla Shahid prend maintenant sa "retraite". Au cours d'une rencontre festive à cette occasion, le 28 février, avec la participation, entre autres, de Michel Warschawski, elle a déclaré : « *Je sors par la porte, mais je reviendrai par la fenêtre...* » Les Palestiniens peuvent compter sur elle.



● **Les nostalgiques de l'OAS.** Robert Ménard, maire de Béziers, soutenu par le FN, a déjà fait parler de lui avec son affiche du style "le meilleur ami de la police, c'est son pistolet". Il veut maintenant débaptiser la "rue du 19 mars", date des Accords d'Évian marquant la fin de la guerre d'Algérie, pour lui donner le nom de Hélie Denoix de Saint Marc, condamné par la Justice française. Ce commandant a été actif lors du "putsch du quarteron des généraux" du 21 avril 1961. Le 19 février et le 23 février, des associations, syndicats et partis politiques se sont réunis à Béziers pour organiser la riposte contre la nostalgie de la violence et le déni de l'Histoire : recours en tribunal administratif et pétition à signer [ici](#).

● **Macro finance** : le gérant de fonds d'investissement le mieux payé au monde a touché l'année dernière 690 millions de dollars (620 millions d'euros) ; les dix gérants de *hedge funds* (fonds spéculatifs) les mieux payés ont encaissé la même année 21 milliards de dollars au total à eux seuls.

● **Micro moustique** : un million de personnes meurent toujours du paludisme chaque année, en Afrique subsaharienne essentiellement. Une moustiquaire imprégnée d'insecticide,

moyen très efficace pour réduire l'épidémie en protégeant deux à trois personnes pendant plusieurs années, ne coûte que 2 dollars. Et en plus le moustique ne spéculé pas sur les marchés ni ne dépèce d'entreprises.



● **Un coup de pouce pour la presse.** *La Marseillaise*, *l'Humanité*, *le Ravi*, *Liberté Hebdo*, des titres engagés, qui tirent dur pour vivre : trop peu de moyens et de plus en plus de coûts. De *Liberté Hebdo* et de *La Marseillaise* et de leur appel à soutien, *Cerises* avait déjà parlé. *L'Humanité*, elle aussi, rame dur, qui a ouvert une nouvelle [souscription](#) pour faire face. Quant au *Ravi*, il donne rendez-vous à Marseille pour une grande soirée au Dock des Suds, avec Bernard Lavilliers, pour « *redresser les bras* » (voir l'agenda). Où que vous soyez, votre coup de pouce sera utile pour aider une presse qui se bat contre l'ordre dominant.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

